

**REQUALIFICATION DE DEUX ENTREES
D'AGGLOMERATION EN 2 ANNEES
RUES ST ANDRE, STE ANNE, LA BRUYERE ET DE
L'ECOLE**

Règlement de la consultation
RC

Date de notification :

Identification et signature du titulaire :



MAITRISE D'OUVRAGE :
Commune du FOEIL
Adresse : 2 place de la Mairie
22 800 LE FOEIL
Téléphone: 02 96 74 91 26



MAITRISE D'ŒUVRE :

A3 Paysage
330, rue Joséphine Pencalet
29200 Brest
Tél : 02 98 38 03 03
Courriel : contact@a3-paysage.fr

1.IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

1.1 NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR

Nom de l'organisme :

Commune du FOEIL
Adresse : 2 place de la Mairie
22 800 LE FOEIL
Téléphone: 02 96 74 91 26

Adresse internet de la plateforme de dématérialisation de l'acheteur public (URL) :

<https://www.megalys.bretagne.bzh/>

1.2 ADRESSE AUPRÈS DE LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES PEUVENT ÊTRE OBTENUES

À la même qu'au point 1.1

1.3 ADRESSE À LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ÊTRE ENVOYÉES :

À la même qu'au point 1.1.

1.4 DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le mercredi 30 avril 2025 à 12 h 00

2.OBJET DU MARCHÉ

REQUALIFICATION DE DEUX ENTREES D'AGGLOMERATION EN 2 ANNEES
RUES ST ANDRE, STE ANNE, LA BRUYERE ET DE L'ECOLE

3.CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 ÉTENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur adresse à tout candidat qui le sollicite le dossier de consultation des entreprises, sachant que le candidat peut télécharger ce document auprès de la plateforme de dématérialisation évoquée à l'article 1.1 du présent règlement.

Les procédures d'ouverture de l'enveloppe contenant les candidatures et les offres sont réalisées par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses services ou par un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses services ou un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché, analyse les candidatures et les offres dans un ordre non défini. Dans le cadre de l'analyse des offres, il sera initié le cas échéant un débat contradictoire relatif à des situations d'offres anormalement basses. Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de ses services ou un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché, se réserve la possibilité de négocier.

L'objet et les modalités de l'éventuelle procédure de négociation seront les suivants :

L'objet de la négociation peut porter sur les points suivants : le contenu de l'acte d'engagement (prix de la solution de base, prix des solutions complémentaires ou alternatives, prix des variantes), le contenu de la décomposition du prix forfaitaire (sous-détails de prix, quantités), le contenu du bordereau des prix unitaires, le contenu du détail estimatif, le contenu du CCAP, le contenu du mémoire technique, le contenu du CCTP (par proposition de variantes), les précisions ou les compléments ou les régularisations à apporter aux offres, effectuer des corrections quant à des erreurs de calcul dans les offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses services ou un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché informe du début de la procédure de négociation, de ses modalités et de la liste des questions uniformes, définissant les limites de la négociation, par tous les moyens.

Les réponses aux négociations apportées par les candidats sont actées par une annexe à leurs actes d'engagement qu'ils doivent signer et transmettre dans un délai de deux jours maximum. Le compte-rendu de négociation permet, quant à lui, de garder une trace écrite des points négociés.

Les modalités de la négociation doivent respecter le principe fondamental d'égalité de traitement des candidats aux marchés publics.

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses services ou un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché peut à tout moment, avant attribution, régulariser les candidatures en respectant la procédure de l'article R 2144-1 du Code de la commande publique, ou régulariser les offres par mise au point, en cas d'absence de négociation.

Au terme du jugement des offres, le marché est attribué par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut également déclarer la procédure de passation, infructueuse motivée, soit par l'absence d'offres régulières, soit par l'absence d'offres conformes aux crédits budgétaires votés par l'assemblée délibérante.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la procédure de passation sans suite.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut solliciter l'avis d'un organe collégial, avant sa prise de décision. Il peut également solliciter l'organe collégial pour accompagner les procédures d'ouverture des plis.

Cet organe collégial peut être limité à 2 ou 3 personnes, dont les membres sont choisis par le représentant du pouvoir adjudicateur, en fonction de leur compétence, de leur spécialité ou de leur statut. Cet organe collégial peut être toute commission (commission d'élus déjà constituée, commission ad hoc).

3.2 DIVISION EN LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, le recours à l'allotissement risquant de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

3.3 FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ

Le marché est fait l'objet d'un lot unique.

Le marché comprend deux tranches fermes et une tranche optionnelle :

- TRANCHE FERME 01 : La rue Saint-André (RD40a)
- TRANCHE FERME 02 : rue de Sainte Anne, rue de l'Ecole et rue de La Bruyère
- TRANCHE OPTIONNELLE : réalisation de trottoirs supplémentaires rue de Sainte Anne, rue de l'Ecole et rue de La Bruyère

Une seule variante est autorisée sur la structure de la tranche ferme 02.

3.4 CONDITIONS DE PARTICIPATION EN CAS DE GROUPEMENT DES CANDIDATURES OU DES OFFRES

Un même candidat ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

3.5 VARIANTES

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation. Mais ils peuvent également présenter une variante unique sur la structure de voirie de la tranche 02 répondant aux exigences du cahier des clauses techniques particulières et de ses pièces annexes.

3.6 MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.7 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de pouvoir prolonger ce délai en accord avec le candidat.

3.8 MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement du marché sera le virement administratif à 30 jours.

4. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Un formulaire de candidature joint en annexe
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (plans et coupes divers)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

4.2 DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

SITUATION JURIDIQUE — REFERENCES REQUISES

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (Modèle DC1, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics, ou papier libre)
- Déclaration du candidat (Modèle DC2, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics)
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- La déclaration sur l'honneur dûment datée et signée du candidat justifiant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article 38 de l'ordonnance du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

CAPACITE ECONOMIQUE — REFERENCES REQUISES

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux d'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

REFERENCES PROFESSIONNELLES ET CAPACITES TECHNIQUES — REFERENCES REQUISES

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché.
- Certificats de Qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant l'opérateur économique que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur ainsi qu'un engagement écrit de celui-ci.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira en outre :

- Les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

Si le candidat ne peut produire ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en seconde position sera alors sollicité pour produire ces documents avant que le marché ne lui soit attribué.

4.3 DOCUMENTS RELATIFS À L'OFFRE

- Le formulaire de candidature joint en annexe du marché
- L'acte d'engagement (AE)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Un mémoire technique de 20 pages maximum, les pages au-delà de la 20e page ne seront pas analysées. De la même façon, les documents en dehors du présent mémoire ne seront pas analysés. Les documents constituant le dossier de réponse devront être signés à l'aide d'une signature électronique.

4.4 VISITE SUR SITE

La visite sur site n'est pas obligatoire.

5. JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera opéré suivant les modalités prévues à l'article 3.1 du présent règlement.

5.1 SÉLECTION DES CANDIDATURES

Une offre ne pourra être prise en considération qu'à la condition formelle que l'état annuel des certificats reçut ou que l'ensemble des attestations, certificats et déclarations, assurances et Kbis soient fournis dans les 8 jours à compter de la réception de la demande écrite du pouvoir adjudicateur.

5.2 CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les critères suivants, chacun faisant l'objet d'une pondération, seront utilisés pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Le critère prix des prestations, avec comme coefficient de pondération : 60 %
- Le critère valeur technique, avec comme coefficient de pondération : 40 %

5.3 NOTATION DES CRITÈRES

5.3.1 CRITERE PRIX DES PRESTATIONS

La note de ce critère sera notée sur un total de 60.

Notation Prix : La note attribuée est une note relative tenant compte de l'écart existant avec l'offre la moins chère. La note maximale (60) est attribuée à l'offre la moins chère et les autres offres sont notées en proportion inverse de leur prix, selon la formule suivante : Si P_{min} est le prix de l'offre la moins chère, une offre de prix P reçoit la note N : $N = P_{min} \times 60/P$, arrondie à la décimale la plus proche

5.3.2 CRITERE VALEUR TECHNIQUE

La note de ce critère sera notée sur un total de 40.

Le critère « Valeur technique » sera jugé à partir des réponses des candidats apportées au mémoire technique en respectant les axes d'analyse suivants (chacun étant affecté des pondérations suivantes) :

Notation mémoire technique :

- *Moyens matériels et humains affectés au chantier (pondération 5)*
- *Qualité des matériaux (pondération 10)*
- *Prise en compte du contexte, description des phases d'intervention, mode opératoire (pondération 20)*
- *Tri des déchets, hygiène et sécurité et bilan carbone (pondération 5)*

Le mémoire technique comprendra des éléments permettant de juger les points suivants : (pages limitées à 20 recto-verso)

1 - Moyens matériels et humains affectés au chantier : Un organigramme de chantier avec la composition détaillée des équipes, et les moyens matériels affectés au chantier par tâche à réaliser, l'expérience de l'équipe sur des chantiers en centre-ville.

2 - Qualité des matériaux : Un dossier précisant le type et la qualité de tous les matériaux utilisés pour la réalisation, la qualité et l'optimisation du chantier ainsi que le nom des différents fournisseurs (les fiches techniques des produits et certificats pouvant être présentés en annexes non comptées dans le nombre de pages)

3 - Prise en compte du contexte, description des phases d'intervention, mode opératoire : méthodologie sur la mise en œuvre du chantier

- Descriptif du contexte et de ses particularités, photos de l'existant
- optimisation de la durée du chantier
- prise en compte des contraintes urbaines (riverains, circulations véhicules et piétonnes, accès services).
- phasage du chantier et des déviations (Il sera accompagné d'un planning d'exécution des tâches par phase de chantier)

4 - Tri des déchets, hygiène et sécurité et bilan carbone : Une note relative à la prise en compte des nuisances environnementales liées à la réalisation du chantier : propreté du chantier, élimination ou valorisation des déchets, lieu de décharge des déblais, nuisances envers la population, bilan carbone (transports utilisés / chantier et sur la provenance des matériaux) - une note sur la sécurité et l'hygiène sur le chantier.

Niveau d'appréciation des renseignements techniques fournis par l'entreprise	Echelle des notes applicables
Absence de renseignements	0
Insuffisant : Les documents fournis dans l'offre sont insuffisants par rapport aux critères, ne permettent pas de juger correctement le critère	1
Moyens : Les documents fournis dans l'offre sont jugés succincts par rapport aux critères. Ces documents répondent au DCE d'une manière succincte.	2
Correct : Les documents fournis dans l'offre sont jugés généraux par rapport aux critères. Ces documents répondent au DCE d'une manière générale mais orientés sur le projet.	3
Satisfaisant : Les documents fournis dans l'offre sont jugés satisfaisant par rapport aux critères. Ces documents sont correctement présentés et répondent de manière satisfaisante aux demandes du DCE	4
Très Satisfaisant : Les documents fournis dans l'offre sont jugés très satisfaisant par rapport aux critères et bien spécifique au projet. Ces documents sont correctement présentés et répondent de manière concrète aux demandes du DCE	5

5.4 DISCORDANCE A L'INTERIEUR D'UNE OFFRE DE PRIX

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'opérateur économique concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

6.CONDITIONS DE RETRAIT, D'ENVOI DES PLIS SOUS FORMAT ÉLECTRONIQUE

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre sa candidature et son offre. D'où la nécessité de répondre à la consultation test proposée par le profil d'acheteur afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

Un mode d'emploi de la plateforme (FAQ). Un manuel d'utilisation est disponible afin de faciliter l'utilisation de la plateforme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

Si la plateforme est indisponible du fait du prestataire gestionnaire de la plateforme ou en raison de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur aux parties), particulièrement dans les heures précédant l'heure limite de remise des candidatures ou des offres, la seule solution est de recommencer la procédure, sauf si un report est prévu explicitement dans l'avis d'appel public à concurrence et le règlement de consultation.

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

6.1 RETRAIT ET MISES À JOUR DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

L'opérateur économique est libre de s'identifier ou non lorsqu'il retire un DCE sur la plateforme. Son identification (adresse électronique) lui permet d'être tenu informé automatiquement via la plateforme des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

Le candidat vérifiera également que les alertes de la plateforme ne sont pas filtrées par le dispositif antispam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

6.2 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats peuvent poser des questions sur les documents de la consultation jusqu'au 21 avril 2025, par l'intermédiaire de la plateforme.

Les candidats ayant choisi ce mode de transmission recevront la réponse sous la même forme. Un accusé de réception est délivré au candidat en cas de demande de renseignements complémentaires. Les échanges de documents, questions, réponses sont réalisés via la plateforme afin d'en assurer une meilleure traçabilité.

La messagerie est également utilisée pour informer les opérateurs économiques des éventuels différents événements suivants : nouvelle version d'un document, traitement d'une offre anormalement basse, procédure de négociation, information individuelle de rejet, mise au point, régularisation, demande de documents avant l'attribution, notification du marché... Certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plateforme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point.